

général, un citoyen qui veut emprunter s'adresse à une compagnie de finance. S'il n'a pas assez d'argent pour payer un appareil de télévision ou un réfrigérateur, le magasin à succursales multiples l'autorisera à payer l'appareil par acomptes. Dans chaque cas, l'emprunteur ou l'acheteur paie un taux d'intérêt abusif et pas une seule loi fédérale ne le protège.

Les Canadiens doivent à l'heure actuelle 2,450 millions de dollars aux compagnies de finance, aux compagnies de petits prêts, aux magasins à rayons et aux magasins de meubles et doivent également 1,600 millions aux banques à charte. De toute évidence, le gouvernement ne peut s'attendre de contrôler le crédit à la consommation, à moins d'être prêt à surveiller les prêts que consentent les compagnies de finances, les compagnies de petits prêts, les grands magasins et les magasins d'ameublement et à mettre un frein aux frais d'intérêts excessifs.

A notre avis, tous les ministères de l'État devraient adopter la planification. Il suffirait que le ministre de la Défense nationale adopte le principe de la planification pour que de vastes sommes d'argent actuellement affectées à l'achat d'armes et d'équipement désuets puissent servir à accorder des prêts à faible intérêt aux municipalités, des prêts à faible intérêt à l'entreprise privée, afin que de nouvelles industries puissent s'établir dans les régions de marasme et dans celles où il y a un excédent de main-d'œuvre, et des prêts à faible intérêt aux jeunes gens qui voudraient se construire une habitation et ne peuvent le faire aujourd'hui.

Nous, Canadiens, nous pourrions racheter nos industries et nos ressources. Nous pourrions le faire si nous pouvions y consacrer nos épargnes, mais nos épargnes sont entre les mains des sociétés d'assurance, des sociétés de placement, des sociétés de prêts hypothécaires et autres entreprises financières. Quand un citoyen contribue à un régime de pension, ses contributions représentent son épargne. Quand il achète une maison et commence à payer l'hypothèque, les versements qu'il fait à la société de prêts hypothécaires représentent des épargnes. Quand un citoyen achète de l'assurance-vie, les primes qu'il verse représentent des épargnes. Mais, sur ces épargnes, il n'exerce aucun contrôle.

Si nous pouvions mettre ces épargnes à l'œuvre, nous pourrions rapatrier nos industries et nos ressources. Nous devrions exiger que ces institutions financières placent une certaine proportion de leur avoir dans une Caisse canadienne d'expansion, et les fonds ainsi réunis pourraient nous servir à reprendre en main nos industries et nos ressources

afin que les Canadiens deviennent maîtres de leur destinée.

Le Crédit social nous dit qu'il n'est pas nécessaire d'organiser notre économie, qu'il suffit d'imprimer plus d'argent.

M. Caouette: Ne dites donc pas cela. Nous ne l'avons jamais dit, c'est plutôt vous qui le dites.

M. Berger: J'exhorte les membres du parti du Crédit social à écouter ce que j'ai à dire.

M. Caouette: Demandez à M. Lewis. Lui, il le sait.

M. Berger: Je suis heureux de voir que le député de Villeneuve (M. Caouette) fait ce soir à la Chambre l'honneur de sa présence.

M. Caouette: Merci, monsieur. Vous êtes trop aimable.

M. Berger: Il avait sans doute hâte de renouer ses relations avec le député d'York-Sud (M. Lewis) aussitôt que possible.

M. Caouette: Nous sommes de si bons amis.

M. Lewis: Parlez pour vous-même.

M. Berger: La difficulté, c'est que rien ne sert de gonfler la masse monétaire. Le seul résultat, c'est qu'il y aurait plus d'argent pour acheter la même quantité de biens. Cela donnerait lieu à une inflation galopante, ferait disparaître les économies des Canadiens et, bien entendu, causerait d'énormes difficultés pécuniaires à ceux qui comptent sur un revenu fixe pour vivre, ceux qui reçoivent une pension de vieillesse, par exemple, parce qu'il diminuerait le pouvoir d'achat de leur argent.

Je ne crois pas, ni le Nouveau parti démocratique non plus, que l'Office national d'expansion économique que le gouvernement propose d'établir sera suffisant. Nous ne croyons pas que c'est ce dont le Canada a besoin. Nous espérons que le gouvernement proposerait un programme, qu'il aurait décidé, après la dure leçon qu'il a eue en juin dernier, de remonter ses manches et de se mettre à l'œuvre, mais nos espoirs ont été déçus. Toutefois, je le répète, nous avons l'intention de harceler le gouvernement et de le presser d'adopter un véritable programme de planification sociale et économique.

Nous accueillons cette mesure avec beaucoup d'appréhension, mais c'est malgré tout un premier pas dans la bonne direction. Nous explorons le fait que le discours que le ministre des Finances a fait quand il a présenté la mesure, ait révélé que les politiques du gouvernement ne sont qu'une vague réflexion, se prolongeant dans les années 60, de théories économiques qui ont été mises au rancart depuis longtemps. Nous pressons le gouvernement de se mettre immédiatement à l'œuvre